Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

epsicap explore

STATUTS

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable
Siège social : 11 Rue Latour, 33000 Bordeaux
En cours de constitution
(Ci-après la « ***Société*** » ou la « ***SCPI*** »)

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- AGC, SCI au capital de 1 200 €, ayant son siège social au 5 Rue des Coquelicots - 79250 Nueil-les-Aubiers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro 910 248 442, représentée par Jean Charrier, dûment habilité
- ANJOUPAD, SCI au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 1 Rue du Général Foy - 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 829 581 909, représentée par Pierre-Antoine Dusoulier, dûment habilité
- Monsieur Emmanuel Assaban, né le 29/12/1970 à Paris, de nationalité Française, demeurant 18 Rue Hector Berlioz - 33320 Eysines et Madame Marina Khasina, né le 24/06/1990 à Solnetchnogorsk, Russie, de nationalité Française, demeurant 18 Rue Hector Berlioz - 33320 Eysines
- Benjamin Samier Conseil SASU, SASU au capital de 1 €, ayant son siège social au 2 chemin Nectoux - 69160 Tassin La Demi Lune, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 829 636 299, représentée par Benjamin Samier, dûment habilité
- Monsieur Philippe Bianchi, né le 15/04/1968 à Montpellier, de nationalité Française, demeurant 14 rue Pedro de Mascarenhas - 97417 La Montagne
- Monsieur Pierre-Yves Bourgeois, né le 08/07/1975 à SURESNES, de nationalité Française, demeurant 58 Rue François Mermet - 69160 Tassin-la-Demi-Lune et Madame Caroline Bourgeois, né le 12/07/1977 à Toulon, de nationalité Française, demeurant 58 Rue François Mermet - 69160 Tassin-la-Demi-Lune
- Clemapi, SARL à capital variable au capital de 723 600 €, ayant son siège social au 1 place Escadrille Normandie Niemen - 75013 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 502 533 060, représentée par Pascal Lenoir, dûment habilité
- Monsieur Jacques Decoeur, né le 10/08/1961 à Feurs, de nationalité Française, demeurant 41 Chemin de Brousse - 33270 Bouliac et Madame Evelyne Decoeur, né le 12/11/1960 à Oullins, de nationalité Française, demeurant 41 Chemin de Brousse - 33270 Bouliac
- Monsieur Michel Delaroche, né le 19/12/1955 à Tours, de nationalité Française, demeurant 11 impasse le printemps - 17310 Saint Pierre d'Oléron
- Monsieur Sylvain Drouaire, né le 30/12/1974 à Fumel, de nationalité Française, demeurant 2167 route des Sables - 47160 Caubeyres
- Elan conseil et développement, SAS au capital de 369 145 €, ayant son siège social au 31 Rue Marie Hope Vère - 64200 Biarritz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 393 131 263, représentée par Pierre Bourdale Dufau, dûment habilité
- Monsieur Frédéric Elbar, né le 29/01/1967 à Marrakech, de nationalité Française, demeurant 6 rue houdhoud - 40000 Marrakech
- EMP, SARL au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 11 rue Ville sur Haine - 33360 Quinsac, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 498 564 137, représentée par Edouard Moussié, dûment habilité
- ENOLISA, SAS au capital de 800 000 €, ayant son siège social au 53 Avenue du Professeur Bergonié - 33130 Begles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 840 204 127, représentée par Quentin Belaubre, dûment habilité
- Exento, Société civile au capital de 35 000 €, ayant son siège social au 35 Avenue Auguste Ferret - 33110 Le Bouscat, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 487 637 159, représentée par Nicole Vigne, dûment habilité
- Famille Lucas, SAS au capital de 5 352 160 €, ayant son siège social au 17 allée Fenelon - 33120 Arcachon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 532 584 463, représentée par Charles Lucas, dûment habilité

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

- Fiduciaire H. Martrenchard, SARL au capital de 700 000 €, ayant son siège social au 29 Avenue Marceau Feyry - 24100 Bergerac, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bergerac sous le numéro 408 535 342, représentée par Hervé Martrenchard, dûment habilité
- FLQ Immo, SAS au capital de 1 €, ayant son siège social au 8 Rue Odilon Redon - 33000 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 921 375 341, représentée par Florian Le Quéré, dûment habilité
- Fuvola, SAS au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 26 rue Emile Duclaux - 92150 Suresnes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 984 431 502, représentée par Jean-Philippe Grienet, dûment habilité
- FV USU SELECT 2025, SC à capital variable au capital de 200 €, ayant son siège social au 56 Avenue Victor Hugo - 75016 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 928 845 973, représentée par Guillaume Toussaint, dûment habilité
- FV USU SELECT 2025, SC à capital variable au capital de 200 €, ayant son siège social au 56 Avenue Victor Hugo - 75016 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 928 845 973, représentée par Guillaume Toussaint, dûment habilité
- FV USU SELECT 2025, SC à capital variable au capital de 200 €, ayant son siège social au 56 Avenue Victor Hugo - 75016 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 928 845 973, représentée par Guillaume Toussaint, dûment habilité
- Gadret Emmanuel Audit, SARL au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 22 Avenue de la Grande Armée - 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 513 042 820, représentée par Emmanuel Gadret, dûment habilité
- Monsieur Cyril Guerin, né le 30/07/1978 à Boulogne-Billancourt, de nationalité Française, demeurant 66 Rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt
- Monsieur Léonard Hery, né le 07/12/1986 à Chartres, de nationalité Française, demeurant 31 Rue Dubourdieu - 33800 Bordeaux
- Madame Elena Hristova Marinova, né le 01/10/1977 à Sofia, de nationalité Bulgare, demeurant 15 Samokov Street - 1113 Sofia
- IN-VIGO PARTICIPATIONS, SAS au capital de 1 999 298 €, ayant son siège social au 14 Allée des Peupliers - 64200 Biarritz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 491 835 666, représentée par Benoit Latouche, dûment habilité
- Monsieur Stéphane Jammet, né le 14/01/1971 à Royan, de nationalité Française, demeurant 14 Impasse de L'Acampado - 13790 Châteauneuf-le-Rouge
- JBG IMMOBILIER, SCI au capital de 316 000 €, ayant son siège social au 59 rue Orbe - 33500 Libourne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Libourne sous le numéro 801 125 782, représentée par Jean Bernard Grenié, dûment habilité
- JCM HOLDING, SASU au capital de 500 €, ayant son siège social au 24 rue Richer - 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 989 979 976, représentée par Julie Marty, dûment habilité
- JEYBE, Société civile au capital de 8 782 750 €, ayant son siège social au 64 Quai des Chartrons - 33300 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 852 691 294, représentée par Éric Afflelou, dûment habilité
- JLB Family, Société civile au capital de 5 000 €, ayant son siège social au 60 Rue Jean Pauly - 33130 Begles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 900 343 419, représentée par Jean Luc Bey, dûment habilité
- KINVESTMENT, SAS au capital de 5 000 000 €, ayant son siège social au 50 rue de la Tour d'Auvergne - 33200 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

830 879 599, représentée par Wilfrid Kerangall, dûment habilité

- Monsieur Tristan Le Scouezec, né le 17/11/1971 à Boulogne-Billancourt, de nationalité Française, demeurant 30 rue du Mirail - 33000 Bordeaux
- Monsieur Eric Leblanc, né le 31/05/1962 à Saint-Maur-des-Fossés, de nationalité Française, demeurant 4 Rue du Puy Régnier - 87270 Couzeix
- M2L2J, Société civile au capital de 2 000 €, ayant son siège social au 7 Avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 494 136 393, représentée par Manuel Barthe, dûment habilité
- Madame Evelyne Maisonneuve, né le 12/12/1968 à Tonneins, de nationalité Française, demeurant 39 Bis Route du Béguey - 33770 Salles
- Monsieur Loic Maisonneuve, né le 17/10/1999 à Pessac, de nationalité Française, demeurant 7 RUE DE PATY BATIMENT D - APPT 302 - 33130 Begles
- MALOKAFRA, Société civile au capital de 10 000 €, ayant son siège social au 24E rue de Limoges - 87430 Verneuil-sur-Vienne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Limoges sous le numéro 824 131 387, représentée par Franck Delbrel, dûment habilité
- Madame Camille Maupas-Oudinot, né le 29/09/1988 à Buenos Aires, Argentine, de nationalité Française, demeurant 48 avenue Bosquet - 75007 Paris et Monsieur Baptiste Camerini, né le 10/02/1991 à Bordeaux, de nationalité Française, demeurant 48 avenue Bosquet - 75007 Paris
- Maxipolis, SAS à capital variable au capital de 20 000 €, ayant son siège social au 3 villa Manin - 75019 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 479 466 948, représentée par Guillaume Toussaint, dûment habilité
- MIPP, SARL au capital de 50 000 €, ayant son siège social au 24 quai Wilson - 33130 Begles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 458 202 611, représentée par Fabrice Hénin, dûment habilité
- NOUVELLE BOUTURE, SASU au capital de 798 001 €, ayant son siège social au 6 Rue Francis Martin - 33000 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 850 985 326, représentée par Nathanael Berbessou, dûment habilité
- Odelia Capital, SASU au capital de 200 000 €, ayant son siège social au 12 Place d'Armes - 64300 Orthez, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pau sous le numéro 800 458 200, représentée par Olivier Souchet, dûment habilité
- Madame Corinne Peronne, né le 12/01/1964 à Caudry, de nationalité Française, demeurant 19 RUE LA BOETIE - 75008 Paris
- Monsieur Jean-Baptiste Plagne, né le 25/11/1977 à Rochefort, de nationalité Française, demeurant 113 Umm Al Sheif Street - AL SAFA 1 Dubai
- Monsieur Roland Quancard, né le 05/04/1959 à Caudéran, de nationalité Française, demeurant 7 Allée des Chênes Rouvres - 33520 Bruges
- R S C, SAS au capital de 11 031 776 €, ayant son siège social au 21 rue Waldeck Rousseau - 87000 Limoges, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Limoges sous le numéro 415 072 610, représentée par Céline Vrignault, dûment habilité
- Monsieur Jean-Yves Raimon, né le 12/02/1966 à Paris 8e, de nationalité Française, demeurant 103 Rue du Centre - 1025 Saint-Sulpice
- Monsieur Tristan Ravaud, né le 12/12/1990 à Bordeaux, de nationalité Française, demeurant 31 Rue Cornac - 33000 Bordeaux
- Monsieur Yoann Richard, né le 05/04/1985 à Aubergenville, de nationalité Française, demeurant 14 rue Ambroise Croizat - 17180 Perigny
- Monsieur Gérard Russo, né le 06/12/1961 à Metz, de nationalité Française, demeurant 6 Chemin des

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Barthes - 64800 Saint-Abit et Madame Martine Russo, né le 23/06/1961 à Marange-Silvange, de nationalité Française, demeurant 6 Chemin des Barthes - 64800 Saint-Abit

- SAFA, SAS au capital de 258 242,60 €, ayant son siège social au Montanceix les Giroux - 24110 Montrem, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Périgueux sous le numéro 561 980 202, représentée par Alain Stipal, dûment habilité
- SAS Financière E2M, SAS au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 11 Rue Guiraude - 33000 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 879 266 294, représentée par Andràs Boros, dûment habilité
- SAS SAMEVLO, SAS au capital de 1 200 €, ayant son siège social au 1 Rue Surcouf L'Aubrecay 17138 Saint-Xandre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de La Rochelle sous le numéro 991 493 412, représentée par Michael Ballanger, dûment habilité
- SC AGR, Société civile au capital de 100 000 €, ayant son siège social au 51 rue de Périgny - 17000 La Rochelle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de La Rochelle sous le numéro 908 165 319, représentée par Pierre Raymond, dûment habilité
- SC Chapoulart et Compagnie, Société civile au capital de 320 000 €, ayant son siège social au 11 rue des Saint Peres - 75006 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 397 653 957, représentée par Luc Chapoulart, dûment habilité
- SC de la Laurentie, Société civile au capital de 539 680 €, ayant son siège social au Chemin du Haut Brion Chateau Larrivet Haut Brion - 33850 Leognan, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 397 679 226, représentée par Philippe Gervoson, dûment habilité
- SCEA châteaux Boyd Cantenac et Pouget, Société civile au capital de 7 622,45 €, ayant son siège social au CHÂTEAU POUGET - 33460 Cantenac, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 342 263 662, représentée par Geneviève Guillemet, dûment habilité
- Monsieur Romain Schwager, né le 27/08/1980 à Talence, de nationalité Française, demeurant 200 chemin de l'Argile, 84240, Urt
- SCI Perla, SCI au capital de 800 000 €, ayant son siège social au 37 Rue d'Aviau - 2bis Rue Ducau - 33000 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 891 587 222, représentée par Walter Ceglia, dûment habilité
- SCI Ropasev Invest, SCI au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 200 chemin de l'Argile - 64240 Urt, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 814 055 646, représentée par Romain Schwager, dûment habilité
- SCI WIPOYO, SCI au capital de 1 000 €, ayant son siège social au 19 Avenue Pierre Brossolette - 33110 Le Bouscat, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 793 435 009, représentée par Valérie Prothais, dûment habilité
- Monsieur Pierre-Yves Sempère, né le 14/09/1977 à Bois-Colombes, de nationalité Française, demeurant 25 Chemin de Baudes - 33650 Saucats
- Sistèle, Société civile au capital de 1 009 950 €, ayant son siège social au 14 Allée d'Orléans - 33000 Bordeaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 825 173 503, représentée par Stéphane Lenoir, dûment habilité
- Madame Quitterie Tauzia-Massart, né le 06/06/1970 à Mont de Marsan, de nationalité Française, demeurant 53 chemin de la Houillade - 40380 Montfort en Chalosse
- Madame Alice Teulières, né le 26/05/1978 à Paris, de nationalité Française, demeurant 122 rue de Grenelle - 75007 Paris

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

SOMMAIRE

1. FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE 7
ARTICLE I. FORME 7
ARTICLE II. OBJET 7
ARTICLE III. DÉNOMINATION 7
ARTICLE IV. SIEGE SOCIAL 8
ARTICLE V. DUREE 8
2. CAPITAL SOCIAL - PARTS 8
ARTICLE VI. CAPITAL SOCIAL INITIAL 8
ARTICLE VII. CAPITAL SOCIAL MAXIMUM 10
ARTICLE VIII. VARIABILITE DU CAPITAL - RETRAIT 10
ARTICLE IX. LIBERATION DES PARTS 13
ARTICLE X. REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES 13
ARTICLE XI. RESPONSABILITE DES ASSOCIES 13
ARTICLE XII. DECES - INCAPACITE 13
ARTICLE XIII. DROITS DES PARTS 14
ARTICLE XIV. TRANSMISSION DES PARTS - NANTISSEMENT 14
3. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE 16
ARTICLE XV. NOMINATION DE LA SOCIETE DE GESTION 16
ARTICLE XVI. ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION 17
ARTICLE XVII. DELEGATION DE POUVOIRS 19
ARTICLE XVIII. REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION 19
ARTICLE XIX. CONVENTIONS 21
4. CONTROLE DE LA SOCIETE 21
ARTICLE XX. CONSEIL DE SURVEILLANCE 21
ARTICLE XXI. COMMISSAIRES AUX COMPTES 23
ARTICLE XXII. AUTRES PRESTATAIRES 23
5. ASSEMBLEES GENERALES 25
ARTICLE XXIII. ASSEMBLEES GENERALES 25
6. DISPOSITIONS COMPTABLES 27
ARTICLE XXIV. EXERCICE SOCIAL 27
ARTICLE XXV. INVENTAIRE ET COMPTES SOCIAUX 27
ARTICLE XXVI. VALEURS DE LA SOCIETE 28
ARTICLE XXVII. REPARTITION DES RESULTATS 28
7. DISSOLUTION - LIQUIDATION 29
ARTICLE XXVIII. DISSOLUTION – LIQUIDATION 29
ARTICLE XXIX. PARTAGE 29
8. CONTESTATIONS ET ELECTION DE DOMICILE 29
ARTICLE XXX. CONTESTATIONS 29
ARTICLE XXXI. ÉLECTION DE DOMICILE 29

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

1. FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

ARTICLE I. FORME

La Société est un Fond d'Investissement Alternatif (FIA) relevant du Code monétaire et financier (ci-après « COMOFI ») (Livre II – Titre I – Chapitre IV), constitué sous la forme d'une Société Civile de Placement Immobilier à capital variable (ci-après « SCPI »), régie notamment par les articles 1832 et suivants du Code civil, les articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce, les articles L. 214-86 et suivants et R. 214-130 et suivants du COMOFI fixant le régime applicable aux sociétés civiles de placement immobilier autorisées à faire offre au public par tous textes subséquents et par les présents statuts.

ARTICLE II. OBJET

La SCPI a pour objet l'acquisition directe ou indirecte, y compris en l'état futur d'achèvement, et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif, l'acquisition et la gestion d'immeubles qu'elle fait construire exclusivement en vue de leur location.

L'acquisition et la détention des parts de sociétés non admises aux négociations sur un marché réglementé répondant aux conditions fixées par l'article L214-115 du COMOFI.

L'acquisition et la détention de parts de sociétés civiles de placement immobilier, des parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier, d'organismes de placement collectif immobilier professionnels et de parts, actions ou droits détenus dans des organismes de droit étranger ayant un objet équivalent quelle que soit leur forme.

Pour les besoins de cette gestion, et dans la limite des règles fixées par le COMOFI et le Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (le « **RGAMF** »), la SCPI peut notamment (i) procéder à des travaux de toute nature dans ces immeubles, (ii) acquérir des équipements ou installations nécessaires à l'utilisation des immeubles acquis, (iii) céder des éléments de patrimoine immobiliers dès lors qu'elle ne les a pas achetés en vue de les revendre et que de telles cessions ne présentent pas un caractère habituel, (iv) détenir des dépôts et des liquidités, (v) consentir sur ses actifs des garanties nécessaires à la conclusion des contrats relevant de son activité, et (vi) conclure toute avance en compte courant avec les sociétés dont elle détient au moins 5 % du capital social.

A titre accessoire, elle peut acquérir, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers, ainsi que procéder à l'acquisition directe ou indirecte, l'installation, la location ou l'exploitation de tout procédé de production d'énergies renouvelables, y compris la revente de l'électricité produite.

ARTICLE III. DÉNOMINATION

La Société a pour dénomination **EPSICAP EXPLORE**.
Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

immédiatement des mots « Société Civile de Placement Immobilier à capital variable » ou « SCPI à capital variable ».

ARTICLE IV. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 11 Rue Latour, 33000 Bordeaux.
Il pourra être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe, par simple décision de la Société de Gestion qui a tous pouvoirs pour modifier les statuts en conséquence.
Le siège des bureaux est fixé par la Société de Gestion.

ARTICLE V. DUREE

La Société est constituée pour une durée de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années**, qui ont commencé à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

2. CAPITAL SOCIAL - PARTS

ARTICLE VI. CAPITAL SOCIAL INITIAL

Le capital social initial, qui a été constitué sans qu'il ait été fait offre au public, est fixé à la somme de DOUZE MILLIONS DEUX CENT VINGT-TROIS MILLE TROIS CENT DOUZE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (12 223 312,50 €).
Il est divisé en SOIXANTE-CINQ MILLE CENT QUATRE-VINGT-ONZE (65 191) parts d'une valeur nominale de CENT QUATRE-VINGTS SEPT EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (187,50 €) chacune, augmentée d'une prime d'émission de CINQUANTE EUROS (50,00 €) par part, soit un montant de QUINZE MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DEUX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (15 482 862,50 €) au total pour les 65 191 parts composant le capital social.
Les associés ont entièrement libéré les parts souscrites par chacun d'eux tant pour le nominal que pour la prime d'émission y afférent par part ainsi qu'il résulte d'une attestation émise par la Banque Palatine.
Ces parts des associés fondateurs sont stipulées inaliénables pendant trois (3) ans à compter de la délivrance du visa de L'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **AMF** »), en application de l'article L. 214-86 du COMOFI.
Le capital social est réparti de la façon suivante :

NOM et prénom du souscripteur	Nombre de parts	Montant en nominal	Montant de la prime d'émission	TOTAL
AGC	337	63 187,50 €	16 850,00 €	80 037,50 €
ANJOUPAD	10 105	1 894 687,50 €	505 250,00 €	2 399 937,50 €
Emmanuel Assaban et Marina Khasina	67	12 562,50 €	3 350,00 €	15 912,50 €
Benjamin Samier Conseil SASU	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
Philippe Bianchi	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Pierre-Yves Bourgeois et Caroline Bourgeois	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
Clemapi	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Jacques Decoeur et Evelyne Decoeur	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Michel Delaroche	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Sylvain Drouaire	1	187,50 €	50,00 €	237,50 €
Elan conseil et développement	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Frédéric Elbar	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
EMP	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
ENOLISA	674	126 375,00 €	33 700,00 €	160 075,00 €
Exento	842	157 875,00 €	42 100,00 €	199 975,00 €
Famille Lucas	1 011	189 562,50 €	50 550,00 €	240 112,50 €
Fiduciaire H. Martrenchard	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
FLQ Immo	135	25 312,50 €	6 750,00 €	32 062,50 €
Fuvola	674	126 375,00 €	33 700,00 €	160 075,00 €
FV USU SELECT 2025	669 (usu.)	30 732,19 €	8 195,25 €	38 927,44 €
FV USU SELECT 2025	2057 (usu.)	133 062,19 €	35 483,25 €	168 545,44 €
FV USU SELECT 2025	2571 (usu.)	166 311,56 €	44 349,75 €	210 661,31 €
Gadret Emmanuel Audit	505 (np.)	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Cyril Guerin	337	63 187,50 €	16 850,00 €	80 037,50 €
Léonard Hery	34	6 375,00 €	1 700,00 €	8 075,00 €
Elena Hristova Marinova	3 368	631 500,00 €	168 400,00 €	799 900,00 €
IN-VIGO PARTICIPATIONS	1 684	315 750,00 €	84 200,00 €	399 950,00 €
Stéphane Jammet	337	63 187,50 €	16 850,00 €	80 037,50 €
JBG IMMOBILIER	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
JCM HOLDING	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
JEYBE	1 684	315 750,00 €	84 200,00 €	399 950,00 €
JLB Family	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
KINVESTMENT	842	157 875,00 €	42 100,00 €	199 975,00 €
Tristan Le Scouezec	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Eric Leblanc	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
M2L2J	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
Evelyne Maisonneuve	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Loic Maisonneuve	1	187,50 €	50,00 €	237,50 €
MALOKAFRA	1 011	189 562,50 €	50 550,00 €	240 112,50 €
Camille Maupas-Oudinot et Baptiste Camerini	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
Maxipolis	13 474	2 526 375,00 €	673 700,00 €	3 200 075,00 €
MIPP	842	157 875,00 €	42 100,00 €	199 975,00 €
NOUVELLE BOUTURE	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Odelia Capital	1 684	315 750,00 €	84 200,00 €	399 950,00 €
Corinne Peronne	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Jean-Baptiste Plagne	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
Roland Quancard	337	63 187,50 €	16 850,00 €	80 037,50 €
R S C	1 684	315 750,00 €	84 200,00 €	399 950,00 €
Jean-Yves Raimon	1 011	189 562,50 €	50 550,00 €	240 112,50 €
Tristan Ravaud	126	23 625,00 €	6 300,00 €	29 925,00 €
Yoann Richard	168	31 500,00 €	8 400,00 €	39 900,00 €
Gérard Russo et Martine Russo	337	63 187,50 €	16 850,00 €	80 037,50 €
SAFA	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
SAS Financière E2M	3 368	631 500,00 €	168 400,00 €	799 900,00 €
SAS SAMEVLO	674	126 375,00 €	33 700,00 €	160 075,00 €
SC AGR	337	63 187,50 €	16 850,00 €	80 037,50 €
SC Chapoulart et Compagnie	2571 (np.)	315 750,94 €	84 200,25 €	399 951,19 €
SC de la Laurentie	2057 (np.)	252 625,31 €	67 366,75 €	319 992,06 €
SCEA châteaux Boyd Cantenac et Pouget	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Romain Schwager	505 (np.)	55 865,63 €	14 897,50 €	70 763,13 €
SCI Perla	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

SCI Ropasev Invest	505 (usu.)	38 821,87 €	10 352,50 €	49 174,37 €
SCI WIPOYO	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Pierre-Yves Sempère	669 (np.)	94 705,31 €	25 254,75 €	119 960,06 €
Sistèle	674	126 375,00 €	33 700,00 €	160 075,00 €
Quitterie Tauzia-Massart	505	94 687,50 €	25 250,00 €	119 937,50 €
Alice Teulières	253	47 437,50 €	12 650,00 €	60 087,50 €
Total	**65 191**	**12 223 312,50 €**	**3 259 550,00 €**	**15 482 862,50 €**

ARTICLE VII. CAPITAL SOCIAL MAXIMUM

Le capital social maximum constitue le plafond en deçà duquel les souscriptions pourront être reçues. Il est fixé à DIX-HUIT MILLIONS D'EUROS (18 000 000,00 €).

ARTICLE VIII. VARIABILITE DU CAPITAL – RETRAIT

1. Variabilité du capital

La fraction du capital maximal souscrite par les associés est arrêtée au 31 décembre de chaque année. Son montant peut augmenter par suite des versements effectués par des associés anciens ou nouveaux. Il peut également diminuer par suite de retraits.
Toutefois, la Société ne pourra pas créer de parts nouvelles si :

- des demandes de retrait figurant sur le registre prévu à l'article 422-218 du RGAMF n'ont pas été satisfaites à un prix inférieur ou égal au prix de souscription des nouvelles parts ;
- des offres de cession de parts figurant depuis plus de trois (3) mois sur le registre prévu à l'article L. 214-93 du COMOFI n'ont pas été satisfaites à un prix (commissions et droit inclus) inférieur ou égal au prix demandé aux nouveaux souscripteurs.

Le capital peut être réduit en une ou plusieurs fois par tous moyens en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, son montant ne pouvant toutefois en aucun cas être ramené au cours d'un même exercice, par suite des retraits, en dessous du plus élevé des trois seuils suivants :

- 10% du capital social maximum statutaire,
- 90% du capital social effectif arrêté au 31 décembre de l'année précédente,
- 760 000 euros, capital social minimum statutaire d'une SCPI.

En l'absence de fonds de remboursement, le montant du capital social ne pourra diminuer du fait d'une demande de retraits, que s'il existe en contrepartie une souscription correspondante.
Pour faire face aux demandes de retrait, la Société pourra décider, lorsqu'elle le jugera nécessaire, de constituer et doter un fonds de remboursement.
Les sommes allouées à ce fonds proviendront, après décision de l'Assemblée générale, soit de bénéfices affectés, soit du produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier.

2. Retrait

2.1. Modalités de retrait

Tout associé a la possibilité de se retirer de la Société, partiellement ou en totalité, l'exercice de ce droit étant limité selon les modalités fixées au présent article. Les demandes de retrait, comportant le nombre de parts en cause, devront être faites par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles seront prises en considération dans l'ordre chronologique de leur réception et dans la limite où il existe des souscriptions. Les parts remboursées seront annulées.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Lorsque la Société de Gestion constate que les demandes de retrait non satisfaites dans un délai de douze (12) mois représentent au moins 10% des parts émises par la Société, elle en informe sans délai l'AMF.
Dans les deux (2) mois à compter de cette information, la Société de Gestion convoque une Assemblée Générale Extraordinaire et lui propose la cession partielle ou totale du patrimoine et toute autre mesure appropriée.
L'inscription sur un registre des ordres d'achat et de vente (et donc l'ouverture d'un marché secondaire), constitue une mesure appropriée et emporte la suspension des demandes de retrait.
Les rapports de la Société de Gestion et du Commissaire aux comptes ainsi que les projets de résolutions sont transmis à l'AMF un (1) mois avant la date de l'Assemblée Générale.

2.2. Valeur de retrait

Lorsque les demandes de retrait de parts sont compensées par des souscriptions, la valeur de retrait est plafonnée au prix d'émission en vigueur (nominal plus prime d'émission) diminué de la commission de souscription hors taxes.
Lorsque les demandes de retrait de parts ne sont pas compensées par des souscriptions, et sous réserve de la création et de la dotation du fonds de remboursement, le prix de retrait ne pourra être supérieur à la valeur de réalisation, ni inférieur à cette même valeur moins 10%, sauf autorisation de l'AMF.

3. Suspension de la variabilité du capital

La Société de Gestion a la faculté, sous sa responsabilité, de suspendre à tout moment les effets de la variabilité du capital après en avoir informé les associés, dès lors qu'elle constate que des demandes de retrait de parts au prix en vigueur demeurent non satisfaites et inscrites sur le registre depuis au moins six (6) mois.

La prise de cette décision entraîne :

- l'annulation des souscriptions et des demandes de retrait de parts existantes,
- l'interdiction d'augmenter le capital effectif,
- la soumission volontaire aux règles législatives et réglementaires des SCPI découlant de l'article L. 214-93 du COMOFI, par la mise en place de la confrontation périodique des ordres d'achat et de vente des parts de la SCPI.

4. Rétablissement de la variabilité du capital

La Société de Gestion a la faculté de rétablir à tout moment les effets de la variabilité du capital après en avoir informé les associés, dès lors qu'elle constate que le prix d'exécution a conduit, au cours de quatre (4) périodes consécutives de confrontation, à fixer un prix payé par l'acquéreur, commission de cession et droits d'enregistrement inclus, compris dans les limites légales du prix de souscription.
Dans l'hypothèse où la Société de Gestion n'userait pas de la faculté qui lui est concédée par l'alinéa précédent et après huit (8) périodes consécutives de confrontation au cours desquelles le prix d'exécution aura conduit à fixer un prix payé par l'acquéreur, commission de cession et droits d'enregistrement inclus, compris dans les limites légales du prix de souscription, elle aura l'obligation de rétablir la variabilité du capital et d'en informer les associés.
Le rétablissement de la variabilité du capital entraîne :

- l'annulation des ordres d'achat et de vente de parts,
- la fixation d'un prix de souscription à un niveau proche de la moyenne des prix, commission de cession et droits d'enregistrement inclus, payés par les acquéreurs au cours des périodes de confrontation prises en référence pour le rétablissement de la variabilité du capital,
- l'inscription des demandes de retrait de parts sur le registre des retraits,

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

- la reprise des souscriptions et la possibilité pour la SCPI, en toute cohérence avec les textes légaux et réglementaires, d'émettre des parts nouvelles en vue d'augmenter son capital effectif.

5. Augmentation du capital

5.1. Pouvoirs de la Société de Gestion

La Société de Gestion a tous pouvoirs pour réaliser les augmentations de capital, en fixer les modalités, notamment le montant de la prime d'émission, la date d'entrée en jouissance des parts nouvelles, les conditions de libération et pour accomplir toutes les formalités prévues par la loi.
Il ne peut être procédé à la création de parts nouvelles en vue d'augmenter le capital social, tant que n'ont pas été satisfaites :

- les demandes de retraits figurant sur le registre prévu à cet effet et faites à un prix inférieur ou égal au prix demandé aux nouveaux souscripteurs ;
- les offres de cession de parts figurant depuis plus de trois (3) mois sur le registre prévu à cet effet et faites à un prix majoré des commissions et droits, inférieur ou égal au prix demandé aux nouveaux souscripteurs

5.2. Minimum de souscription

Le minimum de souscription de parts est fixé à quatre (4) parts pour tout nouvel associé.

5.3. Prix de souscription

En vertu de la législation relative aux Sociétés Civiles de Placement Immobilier, le prix de souscription des parts est déterminé sur la base de la valeur de reconstitution de la Société.

Tout écart entre le prix de souscription et la valeur de reconstitution des parts supérieurs à 10 % doit être justifié par la Société de Gestion et notifié à l'AMF.

La valeur de reconstitution de la Société est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur nette des autres actifs de la Société augmentée de la commission de souscription et de l'estimation des frais qui seraient nécessaires pour l'acquisition du patrimoine à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre ou à la date de clôture de l'exercice.

5.4. Agrément

Toute souscription de parts sociales de la Société par un tiers étranger à la Société doit recueillir l'agrément de la Société, exprimé par l'intermédiaire de la Société de Gestion.
La remise par le souscripteur du bulletin de souscription accompagné du versement du prix de souscription auprès de la Société de Gestion vaut pour celui-ci demande d'agrément.
De même, en cas de suspension de la variabilité du capital et de mise en place d'un marché secondaire, la remise d'un mandat d'achat par le donneur d'ordre accompagné du versement du montant total de l'ordre auprès de la Société de Gestion vaut pour celui-ci demande d'agrément.
L'agrément résulte (i) soit d'une notification au souscripteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, (ii) soit du défaut de réponse par la Société dans le délai d'une (1) mois à compter de la réception par la Société de Gestion du bulletin de souscription du souscripteur. La décision de la Société n'est pas motivée et ne peut, en cas de refus de l'agrément, donner lieu à une réclamation quelconque contre la Société de Gestion ou la Société.
Si la Société n'agrée pas le souscripteur, elle est tenue de rembourser au souscripteur le prix de souscription

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

qu'il lui a versé dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la date de la notification par la Société du refus d'agrément.
Si, à l'expiration du délai de sept (7) jours ouvrés susvisé, la Société n'a pas remboursé au souscripteur le prix de souscription, l'agrément du souscripteur serait considéré comme donné.

ARTICLE IX. LIBERATION DES PARTS

Lors de leur souscription, les parts doivent être libérées intégralement de leur montant nominal et du montant de la prime stipulée.

ARTICLE X. REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont nominatives. Des certificats représentatifs de parts sociales pourront être établis au nom de chacun des associés. Ces certificats sont incessibles.

Les droits de chaque associé résultent exclusivement de son inscription sur les registres de la Société.

Les certificats nominatifs s'il en est créés devront obligatoirement être restitués à la Société avant toute transcription de cession sur le registre des transferts. En cas de perte, vol, destruction ou non-réception d'un certificat nominatif de parts, l'associé devra présenter à la Société de Gestion une attestation de perte du certificat en question.

ARTICLE XI. RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Dans leurs rapports entre eux, les associés sont tenus des dettes et obligations sociales dans la proportion du nombre de parts leur appartenant.
La responsabilité des associés ne peut être mise en cause que si la Société a été préalablement et vainement poursuivie.
Par dérogation à l'article 1857 du Code Civil, la responsabilité de chaque associé à l'égard des tiers est limitée au montant de sa part dans le capital (article L. 214-89 du COMOFI).

ARTICLE XII. DECES - INCAPACITE

La Société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs de ses associés et continuera avec les survivants et les héritiers ou ayants droit du ou des associés décédés.
De même, l'interdiction, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire, la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses membres, ne mettra pas fin de plein droit à la Société, à moins d'une décision contraire de l'Assemblée Générale.
Le conjoint, les héritiers, les ayants droit, créanciers, ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne pourront soit au cours de la Société, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la Société, en demander la licitation, ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux états de situation et comptes annuels approuvés ainsi qu'aux décisions des Assemblées Générales.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les six mois du décès, par la production d'un certificat de propriété notarié ou de tout acte attestant de la dévolution du défunt.
L'exercice des droits attachés aux parts de l'associé décédé est subordonné à la production de cette justification sans préjudice du droit pour la Société de Gestion de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.
Les héritiers ou ayants droit d'associés décédés sont tenus aussi longtemps qu'ils resteront dans l'indivision, de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés.
En cas de démembrement des parts sociales, seuls les usufruitiers pourront se faire représenter auprès de la société (article 597 du Code civil). Les décisions prises en Assemblée Générale seront applicables de plein droit au nu-propriétaire.

ARTICLE XIII. DROITS DES PARTS

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, sauf ce qui est stipulé à l'article XXVII pour les parts nouvellement créées quant à l'entrée en jouissance, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.
Les droits et obligations attachés aux parts les suivent en quelque main qu'elles passent.
Il est précisé à cet égard qu'en cas de cession, le cédant cesse de bénéficier des revenus à partir du premier jour du mois au cours duquel la cession a eu lieu : l'acheteur commence à en bénéficier à partir de la même date ; et qu'en cas de retrait les parts annulées cessent de bénéficier des revenus à partir du premier jour du mois au cours duquel le retrait a lieu.
La propriété d'une part emporte de plein droit, adhésion aux statuts et aux résolutions prises par les Assemblées Générales des associés. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.
Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les associés.
En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.
La Société sera valablement libérée du paiement des dividendes, qu'elle qu'en soit la nature (résultat ou réserve) par leur versement à l'usufruitier, à charge pour lui d'en reverser une partie au nu-propriétaire en cas de convention contraire. Aussi les plus-values sur cession d'immeubles seront imposées chez l'usufruitier.

ARTICLE XIV. TRANSMISSION DES PARTS – NANTISSEMENT

1. Cession entre vifs

1.1. Cession directe (de gré à gré sans l'intervention de la Société de Gestion)

1) La cession de parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé, elle n'est alors opposable à la Société qu'après lui avoir été signifiée ou acceptée par elle dans un acte authentique.

2) La cession de parts peut aussi valablement s'opérer par une déclaration de transfert signée par le cédant ou son mandataire, laquelle sera obligatoirement inscrite sur le registre de la Société sous réserve des conditions imposées ci-après par les statuts.
Les parts sont librement cessibles entre associés. Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession des parts à un tiers à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément préalable de la Société, exprimé par

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

l'intermédiaire de la Société de Gestion, si le futur cessionnaire n'est pas présenté par elle, à l'effet d'obtenir ce consentement.
L'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts doit en informer la Société de Gestion par lettre, en indiquant les nom, prénom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.
Dans les deux (2) mois de la réception de cette lettre, la Société de Gestion notifie sa décision à l'associé vendeur par lettre. Les décisions ne sont pas motivées. Faute par la Société de Gestion d'avoir fait connaître sa décision dans le délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande, l'agrément du cessionnaire est considéré comme donné.
Si la Société de Gestion n'agrée pas le cessionnaire proposé, elle est tenue dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les parts soit par un associé, ou par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat est fixé conformément à l'article 1843 alinéa 4 du Code Civil. Si à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus, l'achat n'était pas réalisé, l'agrément serait considéré comme donné. Toutefois, ce délai pourrait être prolongé par décision de justice conformément à la loi.

1.2. Cession par confrontation par la Société de Gestion des ordres d'achat et de vente

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en cas de blocage des retraits décide de faire application de l'article L 214-93-I du COMOFI et lorsque la Société de Gestion décide de suspendre la variabilité du capital, faisant usage de la faculté qui lui est concédé par l'article VIII des statuts, les ordres d'achat et de vente sont, à peine de nullité, inscrits sur un registre tenu au siège de la Société et emportent suspension des demandes de retrait dans les conditions fixées par la règlementation en vigueur.
Conformément à l'article 422-205 du règlement général de l'AMF, le délai de validité d'un ordre de vente est d'un (1) an. Ce délai peut être prorogé dans les conditions fixées par cet article à la demande expresse de l'associé.
Le prix d'exécution résulte de la confrontation de l'offre et de la demande ; il est établi et publié par la Société de Gestion au terme de chaque période d'enregistrement des ordres.
Toute transaction donne lieu à une inscription sur le registre des associés qui est réputée constituer l'acte de cession écrit prévu par l'article 1865 du Code civil. Le transfert de propriété qui en résulte est opposable, dès cet instant, à la société et aux tiers. La Société de Gestion garantit la bonne fin de ces transactions.
Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions et notamment les conditions d'information sur le marché secondaire des parts et la périodicité d'enregistrement des ordres et d'établissement du prix d'exécution sont fixées conformément à la règlementation et sont précisées dans la note d'information.

2. Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant.
A cet effet, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois (3) mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété, d'un extrait d'intitulé d'inventaire ou de tout autre document jugé satisfaisant par la Société de Gestion.
L'exercice des droits attachés aux parts de l'associé décédé est subordonné à la production de cette justification sans préjudice du droit pour la Société de Gestion de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.
Les héritiers ou ayants droit d'associés décédés sont tenus, aussi longtemps qu'ils resteront dans l'indivision, de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Les usufruitiers et nus-propriétaires doivent également se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés.

3. Nantissement

La constitution d'un nantissement sur les parts sociales est soumise à l'agrément de la Société.
La notification d'un projet de nantissement s'effectue par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception.
Dans les deux (2) mois de la signification de l'acte, la Société de Gestion notifie sa décision à l'associé par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les décisions ne sont pas motivées. Faute pour la Société de Gestion d'avoir fait connaître sa décision dans le délai de deux (2) mois de la signification du projet, l'agrément est réputé acquis.
Ce consentement emportera agrément en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions des articles 2355 et suivants du Code civil, à moins que la Société ne préfère racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.
Toute réalisation forcée, qu'elle procède ou non d'un nantissement, devra être notifiée à la Société de Gestion au moins un mois avant la cession.

4. US Securities Act de 1933 et loi applicable aux Etats-Unis

Les parts de la SCPI n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en vertu du U.S Securities Act de 1933 (ci-après l'« **Act de 1933** ») ou de toute autre loi applicable dans un État des États-Unis.
Par conséquent, les parts ne pourront pas être directement ou indirectement cédées, offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions) au bénéfice de tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (ci-après une « **U.S Person** » tel que ce terme est défini dans la note d'information, par la réglementation américaine « Regulation S » dans le cadre de l'Act de 1933 adoptée par l'autorité américaine de régulation des marchés (Securities and Exchange Commission, ci-après « **SEC** »). Une personne non éligible est une U.S Person telle que définie par la Regulation S de la SEC est disponible à l'adresse suivante : http://www.sec.gov/about/laws/secrulesregs.htm (à jour au 12 décembre 2012).
La Société de Gestion de la SCPI peut imposer des restrictions (i) à la détention des parts par une "U.S. Person", ou (ii) au transfert des parts à une "U.S. Person".

3. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE XV. NOMINATION DE LA SOCIETE DE GESTION

Conformément à l'article L. 214-98 du COMOFI, la Gérance est assurée par une Société de Gestion mentionnée à l'article L. 532-9 du COMOFI, qui doit être agréée par l'AMF.
La Gérance de la SCPI EPSICAP EXPLORE est assurée pour une durée illimitée par la Société EPSICAP REIM, société par actions simplifiée au capital de 500 000 €, inscrite au Registre du Commerce et des Société de Bordeaux sous le numéro 899 955 686 et dont le siège social est situé : 11 rue Latour - 33000 BORDEAUX.
Les fonctions de la Société de Gestion ne peuvent cesser que par sa déconfiture, sa mise en redressement ou en liquidation judiciaire, sa révocation ou sa démission, le retrait de son agrément par l'AMF.
Au cas où elle viendrait à cesser ses fonctions, la SCPI serait administrée par une Société de Gestion nommée en Assemblée Générale statuant conformément à la loi et convoquée dans les délais les plus rapides par le Conseil de Surveillance. Cette décision de nomination d'une nouvelle Société de Gestion devra être notifiée au Dépositaire dix (10) jours au moins avant sa prise d'effet.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

ARTICLE XVI. ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION

La Société de Gestion est investie, sous les réserves ci-après formulées, des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire autoriser tous les actes relatifs à son objet.
Elle a notamment à ces mêmes fins les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- elle commercialise les parts de la Société et à cet effet obtient tout agrément ou visa nécessaire de l'AMF ;
- elle prépare et réalise les augmentations de capital, et plus globalement organise la variabilité du capital de la Société ;
- elle fixe les modalités d'entrée en jouissance des parts nouvelles ainsi que les autres modalités de souscription de parts, notamment le montant de la prime d'émission et les conditions de libération ;
- elle recherche des associés nouveaux, et peut, sous réserve de l'obtention du visa de l'AMF, mandater toute entreprise d'investissement pour diffuser dans le public les titres de la Société ;
- elle agrée tout nouvel associé dans les conditions prévues par l'article XIV des présents statuts ;
- elle autorise le nantissement des parts sociales ;
- elle garantit la bonne fin des transactions sur le marché secondaire des parts de la Société ;
- elle organise l'acquisition et la cession des biens sociaux et plus généralement veille à la bonne réalisation des programmes d'investissements ;
- elle administre les biens de la Société et la représente vis-à-vis des tiers et de toute administration et dans toutes circonstances et pour tous règlements quelconques, elle peut dans ce cadre notamment exercer des fonctions de direction au sein des sociétés dans lesquelles elle détient une participation,
- elle engage les dépenses générales d'administration et d'exploitation et effectue les approvisionnements de toutes sortes,
- elle fait ouvrir au nom de la Société, auprès de toutes banques ou établissements de crédit, tous comptes de dépôt, comptes courants, comptes courants postaux, comptes d'avances sur titres,
- elle donne les ordres de blocage et de déblocage des fonds en banque : crée, signe, accepte, endosse et acquitte tous chèques et ordres de virements pour le fonctionnement de ces comptes et plus généralement procède à la gestion de la trésorerie de la Société,
- elle fait et reçoit toute la correspondance de la Société, se fait remettre tous objets, lettres, caisses, paquets, colis, envois chargés ou non chargés, recommandés ou non et ceux renfermant des valeurs déclarées,
- elle se fait remettre tous dépôts, tous mandats postaux, mandats cartes, bons de poste, etc…,
- elle contracte toutes assurances, aux conditions qu'elle avise et notamment elle souscrit un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile de la Société du fait des immeubles dont elle est propriétaire,
- elle s'assure du bon recouvrement par la Société des sommes qui lui sont dues et paie celles qu'elle doit,
- elle nomme et révoque tous employés de la Société, fixe leurs traitements, salaires, remises, gratifications, ainsi que les conditions de leur admission et de leur retrait ;
- elle règle et arrête tous comptes avec tous créanciers et débiteurs de la Société,
- elle passe tous marchés et traités,
- elle procède à toutes résiliations avec ou sans indemnités,
- elle fait exécuter tous travaux et réparations qu'elle estime utiles,
- elle se charge de distribuer les bénéfices aux Associés,
- elle gère les dépôts de garantie versés à la Société, lesquels pourront être investis si elle le juge

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

nécessaire et dans la proportion qu'elle estimera raisonnable et veille à ce qu'ils soient disponibles aux échéances prévues,

- elle élit domicile partout où besoin sera,
- elle fait acquérir par la Société tous immeubles ou droits immobiliers ou parts de société aux prix et conditions qu'elle juge convenables, elle en fait acquitter les prix,
- elle est responsable de la gestion des biens de la Société et donne en location, verbalement ou par écrit, à toute personne physique ou morale, pour le temps et aux prix, charges et conditions qu'elle jugera convenables, tout ou partie des biens sociaux,
- elle assure la gestion des biens de la Société et consent et accepte tous baux, locations, cessions de baux, sous-locations dans les conditions qui lui semblent convenables,
- elle décide et fait exécuter tous travaux d'entretien, de réparation et d'amélioration qu'elle estime utiles, après s'être assurée que les travaux sont conformes aux règles d'urbanismes et de construction applicables, et arrête tous devis et marchés ;
- elle autorise toutes transactions, tous compromis, acquiescements et désistements entrant dans les pouvoirs d'administration ainsi que toutes subrogations et mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits, consent toutes antériorités,
- elle exerce toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant,
- elle arrête les comptes qui doivent être soumis aux Assemblées générales ordinaires des associés, statue sur toutes propositions à faire et arrête leurs ordres du jour,
- elle convoque les Assemblées Générales des Associés et exécute leurs décisions,
- elle représente la Société aux assemblées générales et aux conseils et comités des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation ; à cet effet, elle participe et vote auxdites assemblées générales, conseils et comités, et signe tous procès-verbaux, documents et feuilles de présence y afférents ;
- elle fait tous actes nécessaires et prend toutes mesures qu'elle juge utiles pour l'exercice de ses pouvoirs.

La Société de Gestion peut, toutes les fois où elle juge utile, soumettre à l'approbation des Associés des propositions sur un objet déterminé ou les convoquer en Assemblée Générale.

La Société de Gestion peut, au nom de la Société, contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme, dans la limite d'un maximum fixée par l'Assemblée Générale.

Cette limite tient compte de l'endettement des sociétés mentionnées aux 2° du I de l'article L. 214-115 du COMOFI et pourra être modifiée pour une décision d'Assemblé Générale Extraordinaire.

En outre, la Société de Gestion peut consentir au nom et pour le compte de la Société des avances en comptes-courant aux sociétés mentionnées aux 2° et 3° du I de l'article L. 214-115 du COMOFI dont elle détient directement ou indirectement au moins 5% du capital social. Elle pourra également, au nom et pour le compte de la Société, consentir des garanties conformément à l'article L. 214-102 du COMOFI.

Dans tous les contrats relatifs à des emprunts bancaires faits par la Société, la Société de Gestion, devra sous sa responsabilité personnelle, obtenir des prêteurs une renonciation expresse à leur droit d'exercer une action contre les associés personnellement, de telle sorte qu'ils ne pourront exercer d'actions et de poursuites que contre la Société et sur les biens lui appartenant.
La Société de Gestion administre le cas échéant les sociétés dans lesquelles la Société détient une participation, et les représente vis-à-vis des tiers et de toute administration.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

La Société de Gestion ès qualités ne contracte à raison de la gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la Société, et n'est responsable que de son mandat.

ARTICLE XVII. DELEGATION DE POUVOIRS

La Société de Gestion peut conférer à telle personne que bon lui semble, et sous sa responsabilité tous pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés dans la limite de ceux qui lui sont attribués et déléguer tout ou partie de ses rémunérations ou forfaits d'administration à des mandataires sans que ces derniers puissent, à un moment quelconque, exercer d'actions directes à l'encontre de la Société ou de ses associés dont ils ne sont pas les préposés.

La signature sociale appartient à la Société de Gestion, elle peut la déléguer conformément aux dispositions de cet article.

La ou les délégations ci-dessus ne devront toutefois pas avoir pour effet de priver la Société de Gestion de l'agrément de l'AMF.

ARTICLE XVIII. REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION

1. Répartition des frais entre la Société et la Société de Gestion

La Société de Gestion prend en charge tous les frais administratifs ayant trait à la gestion des biens sociaux ainsi que le coût des documents nécessaires aux augmentations de capital : statuts, note d'information, bulletins de souscription, rapports annuels remis aux souscripteurs, jaquettes et certificats de parts, publicité ; elle assure par son personnel la bonne administration de la Société, y compris la perception des recettes et la répartition des bénéfices.
La Société supporte et paiera directement tous les autres frais et dépenses, et notamment le prix d'acquisition des biens, les frais et études y compris en cas de non aboutissement de l'acquisition, les frais d'enregistrement et actes notariés s'y rapprochant, le montant des travaux d'aménagement ou de réparation y compris les frais et honoraires d'architectes ou de bureaux d'étude ou autres intervenants techniques s'y rapportant, la rémunération des membres du Conseil de Surveillance, le cas échéant, les honoraires des Commissaires aux Comptes, les honoraires et frais de l'expert externe en évaluation du patrimoine immobilier, les honoraires des experts comptables, la rémunération et frais du Dépositaire, les frais entraînés par la tenue des Conseils et Assemblées Générales, ainsi que les frais d'expédition des documents, les dépenses afférentes aux documents nécessaires à l'information des associés : bulletins d'information et rapports annuels, les frais de contentieux et de procédure et honoraires d'avocats, les cotisations professionnelles notamment due à une association de défense des intérêts de la Société et due à l'Autorité de marchés financiers, les assurances et, en particulier, celles des immeubles constituant le patrimoine, les frais d'entretien des immeubles, les honoraires de location et de relocation des immeubles, les impôts et taxes diverses, le montant des consommations d'eau, d'électricité et de combustibles et, en général, toutes les charges d'immeubles, honoraires des syndics et gérants et en général toutes les charges non récupérables sur les locataires et, en général, toutes les charges non récupérables sur les locataires qui n'entrent pas dans le cadre prévu au paragraphe précédent de l'administration pure de la Société.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

2. Commission de souscription

La commission de souscription est de 0 % HT, soit 0 % TTC du montant souscrit.

3. Commission de retrait

En cas de retrait de parts détenues depuis moins de cinq (5) ans, la Société de Gestion prélèvera une commission de 4,17% HT (soit 5% TTC) du montant remboursé. Cette commission sera prélevée directement sur le prix de retrait versé à l'associé retrayant. Ces frais sont applicables même en cas de retrait partiel.

4. Commission de gestion

Au titre de la gestion de ses actifs, la société de gestion percevra une commission de gestion de 12 % HT du montant (soit 14,4 % TTC au taux de TVA en vigueur) :

- Des produits locatifs hors taxes encaissés directement ou indirectement (au prorata de la participation de la SCPI diminués des éventuelles commissions facturées par la société de gestion aux sociétés) ;
- Des produits financiers nets encaissés, directement et indirectement.
- Des autres produits hors taxes encaissés par la SCPI.

La commission de gestion couvre ainsi les prestations liées à l'exécution des missions suivantes :

- La gestion administrative et financière de la SCPI (fund management immobilier) : l'établissement et la conduite de la stratégie d'investissement, la gestion des emplois/ressources (la perception des recettes et la distribution des bénéfices),
- Le suivi des financements des actifs ainsi que l'ensemble des prestations liées aux obligations d'information de l'AMF et des associés, notamment l'établissement du rapport annuel de gestion et de tous les documents d'information périodique
- La gestion des actifs immobiliers (asset management immobilier) : la gestion locative du patrimoine (facturation et encaissement des loyers, indemnités d'occupation ou autres, retard, paiement et récupération des charges auprès des locataires et, généralement, pour toutes les missions incombant aux administrateurs de biens et gérants d'immeubles), l'élaboration des stratégies d'acquisition, de construction, de financement, d'arbitrage et de commercialisation des actifs immobiliers ainsi que l'élaboration de la stratégie de gestion des actifs immobiliers, notamment l'établissement du plan de travaux à cinq ans et de sa mise à jour .

La société de gestion pourra rétrocéder une partie de la commission de gestion qu'elle aura perçue de la SCPI aux distributeurs au titre des prestations de services fournies aux souscripteurs des parts de la SCPI dans la durée, dans la mesure où ces prestations contribuent à l'amélioration du service rendu aux souscripteurs dans le temps.

5. Commission d'acquisition calculée sur le montant de l'acquisition immobilière

Il est dû à la Société de Gestion à titre de rémunération de sa mission dans le cadre des acquisitions d'actifs immobiliers, une commission calculée sur le montant de chaque acquisition immobilière, et qui s'applique :

- au prix d'acquisition (hors taxes, hors droits et hors frais) de l'actif immobilier acquis (y compris en l'état futur d'achèvement), ou
- à la valeur conventionnelle (hors taxes, hors droits et hors frais) des actifs immobiliers retenue pour le calcul du prix d'acquisition des droits sociaux acquis des sociétés non contrôlées qui détiennent lesdits actifs immobiliers, au prorata de la participation dans lesdites sociétés acquises par la Société.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Le montant de cette commission est égal à 6,0% HT (soit 7,2,0% TTC au taux de TVA en vigueur) maximum..

6. Information concernant les différentes commissions

En tant que de besoin, il est précisé que, s'agissant des actifs détenus au travers de sociétés dans lesquelles la Société détient une participation, pour chaque nature de commissions détaillées ci-avant, la somme des commissions perçues par la Société de Gestion en sa qualité de gérant desdites sociétés et de celles perçues par la Société de Gestion au titre de ses fonctions au sein de la Société ne pourra pas se cumuler et dépasser les taux fixés ci-avant.

7. Versement

Conformément à l'article XVII des présents statuts, tout ou partie de chacune des commissions ci-dessus pourra être directement versé au mandataire à qui la Société de Gestion aurait conféré, dans le respect de la réglementation en la matière et sous sa responsabilité, tous pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés dans la limite de ceux qui lui sont attribués.

Toutes sommes dues à la Société de Gestion lui restent définitivement acquises et ne sauraient faire l'objet d'un remboursement quelconque à quelque moment ou pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE XIX. CONVENTIONS

Toute convention intervenant entre la Société et la Société de Gestion ou tout associé de cette dernière doit, sur les rapports du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, être approuvée annuellement par l'Assemblée Générale des associés.
Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la Société des conventions désapprouvées sont mises à la charge de la Société de Gestion ou de tout associé de cette dernière.

4. CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE XX. CONSEIL DE SURVEILLANCE

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-99 du Code monétaire et financier, le Conseil de Surveillance est chargé d'assister la Société de Gestion.

1. Nomination

Les membres du Conseil sont pris parmi les associés et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Dans l'hypothèse où un membre du Conseil de Surveillance viendrait à ne plus être associé, il sera réputé démissionnaire d'office.
Le Conseil de Surveillance en fonction est composé de trois (3) membres au moins et de douze (12) membres au plus.
Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour trois (3) ans et ils sont toujours rééligibles.
Afin de permettre la représentation la plus large possible d'associés n'ayant pas de lien avec les fondateurs, le conseil de surveillance est renouvelé pour la première fois en totalité à l'occasion de l'assemblée générale statuant sur les comptes du troisième exercice social complet conformément à l'article 422-200 du RGAMF.
Si, par suite de vacance, décès, de démission ou toute autre cause, le nombre des membres dudit Conseil

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

devient inférieur au seuil minimum fixé ci-dessus, une assemblée doit être réunie pour procéder à la désignation d'un ou plusieurs remplaçants.
Le Conseil de Surveillance peut dans cet intervalle, nommer à titre provisoire un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification par la plus prochaine assemblée.
Dans le cas où l'assemblée générale ne ratifierait pas la désignation de ces membres et élirait un ou des membres différents de ceux cooptés par le Conseil, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.
Le membre nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'était pas encore expiré, ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.
Préalablement à la convocation de l'Assemblée Générale devant nommer de nouveaux membres, la Société de Gestion procède à un appel à candidatures.

2. Organisation - Réunions et délibérations

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres, et pour la durée de leur mandat, un Président, un Secrétaire et, s'il le juge nécessaire, un vice-président.
En cas d'absence du Président et du vice-président, le Conseil désigne, à chaque séance, celui de ses membres qui remplira les fonctions de Président.
Le Secrétariat de Séance est assuré par le Secrétaire du Conseil ou toute autre personne choisie parmi ou en dehors de ses membres par le Conseil.
Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation soit du Président ou de deux de ses autres membres, soit de la Société de Gestion ; les réunions ont lieu au siège social, ou en tout autre endroit désigné dans la convocation.
Le mode de convocation est déterminé par le Conseil de Surveillance. Les membres absents peuvent voter par correspondance, au moyen d'une lettre ou d'une télécopie ou d'un courriel, ou donner, même sous ces formes, des mandats à un de leurs collègues pour les représenter aux délibérations du Conseil de Surveillance, un même membre du Conseil ne peut pas représenter plus de deux de ses collègues et chaque mandat ne peut servir pour plus de deux (2) séances.

Pour que les décisions du Conseil soient valables, le nombre des membres présents, représentés ou votant par correspondance, ne pourra être inférieur à la moitié du nombre total des membres en fonction.
Les décisions sont prises à la majorité des votes émis. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

La justification du nombre des membres en exercice et de leur nomination, ainsi que la justification des pouvoirs des membres représentant leurs collègues et des votes par écrit résultent, vis-à-vis des tiers, de l'énonciation, dans le procès-verbal de chaque séance, des noms des membres présents, représentés ou votant par écrit, et des noms des membres absents.
Les délibérations du Conseil de Surveillance sont constatées par des procès-verbaux qui sont portés sur un registre spécial, tenu au siège social et signés par le Président et le Secrétaire de la Séance.
Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Président ou par deux membres du Conseil, ou encore par la Société de Gestion de la Société.

3. Pouvoir du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a pour mission :
a) d'opérer à toute époque de l'année les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. A cette fin, il peut se faire communiquer tout document utile au siège de la Société.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

b) de présenter chaque année à l'Assemblée Générale Ordinaire un rapport sur la gestion de la Société.
Il s'abstient de tout acte de gestion ; en cas de défaillance de la Société de Gestion, il convoque sans délai une Assemblée Générale devant pourvoir à son remplacement.

4. Indemnisation

L'Assemblée Générale des associés peut éventuellement allouer une indemnisation aux membres du Conseil de Surveillance.

5. Responsabilité

Les membres du Conseil de Surveillance ne contractent en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle ou solidaire envers les engagements de la Société.
Ils ne répondent envers la Société et envers les tiers que des fautes dans l'exécution du mandat de contrôle.

6. Règlement intérieur du conseil de surveillance

Un règlement intérieur du conseil de surveillance précisera et complètera les droits et obligations des membres du conseil de surveillance ainsi que la composition, la mission et le fonctionnement du conseil de surveillance. Le règlement intérieur sera communiqué aux associés lors de l'assemblée générale constitutive et pourra être modifié par décision de l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société.

ARTICLE XXI. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour six (6) exercices.
En application de l'article L.823-1, 1., 2e alinéa, du Code de commerce, si le Commissaire aux comptes titulaire n'étant ni une personne physique ni une société unipersonnelle, alors il n'est pas procédé à la désignation d'un Commissaire aux Comptes suppléant. Les Commissaires aux Comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de la période écoulée, du résultat de ces opérations ainsi que de la situation financière et du patrimoine à l'expiration de cette période.
Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données par la Société dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels de la Société. Ils s'assurent que l'égalité a été respectée entre les associés.
À cet effet, ils peuvent à toute époque procéder aux vérifications et contrôles qu'ils estimeraient nécessaires.
Ils sont convoqués à la réunion des organes de gestion, de direction ou d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toutes les Assemblées Générales.
Leurs fonctions expirent après la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes du sixième exercice. Ils sont toujours rééligibles. Leurs honoraires, déterminés conformément à la réglementation en vigueur, sont à la charge de la Société.

ARTICLE XXII. AUTRES PRESTATAIRES

1. Dépositaire

Le Dépositaire est soumis aux dispositions des articles L214-24-3 et suivants et D 214-32-4-2 du Code Monétaire et Financier. Ses missions et son organisation sont précisées aux articles 323-23 et suivants du Règlement

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

Générale de l'AMF.
Le Dépositaire s'assure de la régularité des décisions de la SCPI et de la Société de Gestion. Il prend, le cas échéant, toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la Société de Gestion, il en informe l'AMF.
Un Dépositaire unique ayant son siège social en France est nommé, sur proposition de la Société de Gestion par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés pour une durée indéterminée.
Le Dépositaire exerce les missions qui lui sont dévolues par le COMOFI, le RGAMF et les positions adoptées par l'AMF.
Dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financier :

- A ce que tous les paiements effectués par des porteurs de parts, ou en leur nom, lors de la souscription de parts de la SCPI, aient été reçus et que toutes les liquidités aient été comptabilisées ;
- Et, de façon générale, au suivi adéquat des flux de liquidités de la SCPI.

Le Dépositaire assure la garde des actifs de la SCPI dans les conditions fixées par la réglementation applicable en vigueur.
Le Dépositaire s'assure en outre que :

- La vente, l'émission, le rachat, le remboursement et l'annulation de parts effectués par la SCPI ou pour son compte,
- Le calcul de la valeur liquidative des parts de la SCPI effectué,
- L'affectation des produits de la SCPI,

sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires, au Règlement Général de l' AMF et aux statuts ainsi qu'aux documents d'information de la SCPI.
Le Dépositaire exécute les instructions de la Société de Gestion sous réserve qu'elles ne soient contraires aux dispositions législatives et réglementaires, au Règlement Général de l' AMF et aux statuts ainsi qu'à la note d'information de la SCPI.
Le Dépositaire s'assure que, dans les opérations portant sur les actifs de la SCPI, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage.
La rémunération du Dépositaire est à la charge de la Société.
Le Dépositaire est responsable à l'égard de la Société ou à l'égard des porteurs de parts dans les conditions fixées par la règlementation et la convention de dépositaire.

2. Expert externe en évaluation

La valeur de réalisation ainsi que la valeur de reconstitution de la Société sont arrêtées par la Société de Gestion à la clôture de chaque exercice et à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre sur la base de l'évaluation en valeur vénale des immeubles réalisée par un expert externe en évaluation indépendant ou plusieurs agissant solidairement. Chaque immeuble fait l'objet d'au moins une expertise tous les cinq ans. Cette expertise est actualisée chaque année par l'expert. La mission de l'expert concerne l'ensemble du patrimoine immobilier locatif de la Société.
L'expert, dont la candidature, présentée par la Société de Gestion, aura au préalable été acceptée par l'AMF, est nommé par la Société de Gestion pour la durée prévue par la règlementation après approbation de sa candidature par l'assemblée générale ordinaire.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

5. ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE XXIII. Assemblées Générales

L'Assemblée Générale régulièrement constituée, représente l'universalité des associés et ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.
Les associés sont réunis chaque année en Assemblée Générale par la Société de Gestion, dans les six (6) premiers mois suivant la clôture de l'exercice. Cette Assemblée a lieu au siège social ou dans tout lieu du même département, sauf décision contraire de la précédente Assemblée Générale Ordinaire.
A défaut, elle peut être également convoquée :
a) par le Conseil de Surveillance,
b) par le ou les Commissaires aux Comptes,
c) par un mandataire désigné en Justice à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs Associés réunissant au moins le dixième du capital social,
d) par les liquidateurs.
Les Assemblées sont qualifiées d'Extraordinaires lorsque leur décision se rapporte à une modification des statuts, à l'approbation d'apports en nature ou d'avantages particuliers, à la modification de la politique d'investissement, celle de la méthode de détermination du prix de la part ou la reprise des augmentations de capital, après un délai d'au moins trois (3) ans de suspension, et d'Ordinaires lorsque leur décision se rapporte à des faits de gestion ou d'administration, ou encore à un fait quelconque d'application des statuts.

1. Convocations

Les convocations aux Assemblées Générales sont faites par la Société de Gestion par un avis de convocation inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et par une lettre ordinaire qui est directement adressée aux associés ou par voie électronique pour les associés l'ayant accepté dans les conditions prévues par la règlementation.
Les associés ayant accepté le recours à la voie électronique transmettent à la Société de Gestion leur adresse électronique. Ils devront informer la Société de Gestion de toute modification d'adresse le cas échéant.
L'avis et la lettre de convocation indiquent la dénomination de la Société, éventuellement suivie de son sigle, la forme de la Société, le montant du capital social, l'adresse du siège social, les jour, heure et lieu de l'Assemblée ainsi que sa nature, son ordre du jour, ainsi que le texte des projets de résolutions présentés à l'Assemblée Générale par les dirigeants de la Société, accompagnés des documents auxquels ces projets se réfèrent.
Les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents que ceux joints à la lettre de convocation.

2. Délai de convocation

Le délai entre la date de l'insertion contenant l'avis de convocation, ou la date de l'envoi de lettre si cet envoi est postérieur, et la date de l'Assemblée est au moins de quinze (15) jours sur première convocation et de six (6) jours sur convocation suivante.

3. Ordre du jour

L'ordre du jour est fixé par la Société de Gestion ou à son défaut par la personne qui a provoqué la réunion de l'Assemblée.

Avec l'ordre du jour l'Associé reçoit un document regroupant :

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

a) le rapport de la Société de Gestion,
b) le ou les rapports du Conseil de Surveillance,
c) le ou les rapports des Commissaires aux Comptes,
d) le ou les formules de vote par correspondance ou par procuration,
e) s'il s'agit de l'Assemblée Générale Ordinaire prévue à l'alinéa 1 de l'article L.214-103 du COMOFI, les Comptes de l'exercice et l'annexe, le cas échéant, les rapports du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes.
Lorsque l'ordre du jour comporte la désignation des membres du Conseil de Surveillance, la convocation indique les nom, prénoms usuels et âge des candidats, leurs références professionnelles et leurs activités au cours des cinq (5) dernières années ainsi que les emplois ou fonctions occupés dans la Société par les candidats et le nombre de parts dont ils sont titulaires.
Un ou plusieurs associés, représentant au moins la fraction du capital social déterminée dans les conditions de l'article R. 214-138 du COMOFI, peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée avec avis ou par voie électronique de réception vingt-cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée réunie sur première convocation dans les conditions prévues par la règlementation.
La Société de Gestion accuse réception des projets de résolutions par lettre recommandée dans un délai de cinq (5) jours à compter de cette réception. Les projets de résolutions sont inscrits à l'ordre du jour et soumis au vote de l'Assemblée.

4. Tenue des Assemblées - Représentation - Votes par correspondance

Tous les associés ont le droit d'assister aux Assemblées Générales en personne ou par mandataire, celui-ci devant être obligatoirement choisi parmi les associés. Tous les associés peuvent voter par correspondance au moyen du formulaire prévu par l'article L. 214-105 du COMOFI.
A l'initiative de la Société de Gestion, les associés peuvent être autorisés à participer et à voter à l'Assemblée Générale par un moyen de télécommunication permettant leur identification, conformément à l'article L. 214-107-1 du Code monétaire et financier et dans le respect des conditions d'application fixées par décret en Conseil d'Etat.
Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts. A chaque Assemblée, est tenue une feuille de présence qui contient les mentions suivantes :
a) les nom, prénom usuel et domicile de chaque associé présent et le nombre de parts dont il est titulaire,
b) les nom, prénom usuel et domicile de chaque mandataire et le nombre de parts de ses mandants,
c) les nom, prénom usuel et domicile de chaque associé représenté et le nombre de parts dont il est titulaire.

Les pouvoirs donnés à chaque mandataire doivent porter les nom, prénom usuel et domicile de chaque mandant et le nombre de parts dont il est titulaire. Ils doivent être annexés à la feuille de présence et être communiqués dans les mêmes conditions que cette dernière.
La feuille de présence dûment émargée par les associés présents et le mandataire est certifiée exacte par le Bureau de l'Assemblée. A la feuille de présence est joint un état récapitulatif des votes par correspondance. Les formulaires sont annexés à cet état.
L'Assemblée Générale est présidée par la Société de Gestion, assistée d'un Secrétaire désigné par l'Assemblée et qui peut être pris en dehors des Associés. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président. Sont Scrutateurs de l'Assemblée les deux (2) membres de ladite Assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.
Le Bureau de l'Assemblée formé du Président et des deux (2) Scrutateurs en désigne le Secrétaire qui, sauf disposition contraire des statuts, peut être choisi en dehors des associés.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

5. Délibérations

Le procès-verbal des délibérations de l'Assemblée indique la date et le lieu de la réunion, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, le nombre de parts participant au vote et le quorum atteint, les documents et les rapports soumis à l'Assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Il est signé par les membres du Bureau.
Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou votant par correspondance.
Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des membres présents, représentés ou votant par correspondance.
Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

6. Consultation écrite

Hors les cas de réunion de l'Assemblée Générale prévus par la loi, la Société de Gestion peut, si elle le juge à propos, consulter les associés par correspondance et les appeler, en dehors de toute réunion, à formuler une décision collective par vote écrit.
Les Associés ont un délai de vingt (20) jours à compter du jour d'envoi de la consultation faite par la Société de Gestion pour lui faire parvenir par écrit leur vote.
Les décisions collectives par consultations écrites doivent, pour être valables, réunir les conditions et de majorité définies ci-dessus pour les Assemblées Générales Ordinaires.

7. Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social et côté et paraphé.
Les copies ou extraits de procès-verbaux des Assemblées sont valablement certifiés par la Société de Gestion ou un membre du Conseil de Surveillance. Ils peuvent également être certifiés par le Secrétaire de l'Assemblée.

6. DISPOSITIONS COMPTABLES

ARTICLE XXIV. Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.
Le premier exercice social commence à la date d'immatriculation de la Société au registre du Commerce et des Sociétés pour s'achever le 31 décembre 2025.
Les dirigeants de la Société de Gestion établissent, chaque année, au 31 décembre, un rapport sur l'activité de la Société, qui est soumis aux associés lors de la réunion de l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE XXV. Inventaire et comptes sociaux

Les écritures de la Société sont tenues, arrêtées et présentées aux associés conformément aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux Sociétés Civiles de Placement Immobilier.
Un inventaire arrêté au 31 décembre est établi chaque année par les dirigeants de la Société de Gestion ainsi que le bilan, le compte de résultat et l'annexe réglementaire.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

ARTICLE XXVI. Valeurs de la Société

Les dirigeants de la Société de Gestion mentionnent dans un état annexe au rapport de Gestion la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la SCPI.
La valeur de réalisation et la valeur de reconstitution sont arrêtées par la Société de Gestion à la clôture de chaque exercice et à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre.

La **valeur de réalisation** est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur nette des autres actifs de la Société. La valeur vénale des immeubles résulte d'une expertise réalisée par un expert indépendant. Chaque immeuble doit faire l'objet d'une expertise tous les cinq ans.
Cette expertise est actualisée chaque année par l'expert.
La valeur nette des autres actifs arrêtée sous le contrôle du Commissaire aux Comptes, tient compte des plus-values et moins-values latentes sur actifs financiers.

La **valeur de reconstitution** est égale à la valeur de réalisation augmentée du montant des frais afférents à une reconstitution du patrimoine.

ARTICLE XXVII. Répartition des résultats

L'Assemblée détermine le montant des bénéfices distribués aux associés à titre de dividende compte tenu du bénéfice réalisé au cours de l'exercice.
L'Assemblée peut, en outre, décider la mise en distribution des sommes à prélever sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.
Les distributions s'effectueront au prorata des droits et de la date d'entrée en jouissance des parts dans un délai de quarante-cinq (45) jours de la date de l'Assemblée, compte tenu des acomptes versés, la Société de Gestion pouvant décider la mise en paiement, en cours d'exercice, d'acomptes sur distribution, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues par la loi.
Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux et compte tenu des dates d'entrée en jouissance.
La quote-part de résultat imposable revenant à chaque associé est déterminée au prorata de ses droits dans la Société et de la date d'entrée en jouissance de ses parts.

Tous frais liés aux augmentations de capital, à la recherche des capitaux, à la recherche et à l'acquisition des immeubles pourront être amortis sur la prime d'émission, sur laquelle sera également prélevé, pour chaque part nouvelle souscrite, le montant permettant de maintenir le niveau du report à nouveau existant.
Autrement dit, la SCPI pourra décider d'imputer sur la prime d'émission ou opter pour leur étalement par le compte de résultat sur une période qui ne peut excéder cinq (5) ans ou vingt (20) ans selon leur nature, les frais suivants (liste non limitative) : les frais d'établissement, les commissions de souscription, les frais de fusion autres que ceux inscrits en frais d'établissement, les commissions d'acquisition et de cession, les frais de recherche d'immeubles directement réglés par la SCPI, ainsi que les frais d'acquisition des immeubles et autres actifs immobiliers tels que les droits d'enregistrement, la TVA non récupérable pour les immeubles commerciaux et professionnels et les frais de notaire.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

7. DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE XXVIII. Dissolution – Liquidation

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Société de Gestion devra provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, pour décider si la Société doit être prorogée ou non.
A défaut, l'Assemblée pourra être convoquée par un mandataire désigné en Justice, à la demande de tout associé.
Si l'Assemblée Générale décide de ne point proroger la Société, la liquidation sera faite par la Société de Gestion alors en fonction, à laquelle l'Assemblée Générale, si elle le juge utile, pourra adjoindre un ou plusieurs co-liquidateurs nommés par elle.
L'Assemblée appelée à prononcer la dissolution de la Société fixe les pouvoirs du ou des liquidateurs durant la période de la liquidation, étant d'ores et déjà précisé que le ou les liquidateurs percevront, pour l'exécution de leur mission, des honoraires dont le montant sera fixé par l'Assemblée Générale.
Après apurement du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation sera employé à rembourser le montant des parts si ce remboursement n'a pas encore été opéré.
Le surplus, s'il en reste, sera réparti entre tous les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.
Cette décision de prorogation ou de dissolution du FIA devra être notifiée au Dépositaire dix (10) jours au moins avant sa prise d'effet.

ARTICLE XXIX. Partage

Pendant la durée de la Société et après sa dissolution, jusqu'à la fin de la liquidation, les immeubles et autres valeurs de la Société appartiendront toujours à l'être moral et collectif.
En conséquence, aucune partie de l'actif social ne pourra être considérée comme étant la propriété indivise des associés pris individuellement.

8. CONTESTATIONS ET ELECTION DE DOMICILE

ARTICLE XXX. Contestations

Toutes contestations qui peuvent s'élever entre les Associés au sujet des affaires sociales pendant le cours de la Société ou pendant sa liquidation sont jugées, conformément à la loi, et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE XXXI. Élection de domicile

Pour l'exécution de présentes, les parties font élection de domicile au siège social.

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

[PAGES DE SIGNATURE]

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, les Parties sont convenues designer électroniquement les présentes par le biais du service Docusign(www.docusign.com), chacune des Parties s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature des présentes par le service Docusign(www.docusign.com).

Fait à Bordeaux, le 2 octobre 2025,

Les Associés fondateurs

- AGC
- ANJOUPAD
- Emmanuel Assaban et Marina Khasina
- Benjamin Samier Conseil SASU
- Philippe Bianchi
- Pierre-Yves Bourgeois et Caroline Bourgeois
- Clemapi
- Jacques Decoeur et Evelyne Decoeur
- Michel Delaroche
- Sylvain Drouaire
- Elan conseil et développement
- Frédéric Elbar
- EMP
- ENOLISA
- Exento
- Famille Lucas
- Fiduciaire H. Martrenchard
- FLQ Immo
- Fuvola
- FV USU SELECT 2025
- Gadret Emmanuel Audit
- Cyril Guerin
- Léonard Hery
- Elena Hristova Marinova
- IN-VIGO PARTICIPATIONS
- Stéphane Jammet
- JBG IMMOBILIER
- JCM HOLDING
- JEYBE
- JLB Family
- KINVESTMENT
- Tristan Le Scouezec
- Eric Leblanc
- M2L2J
- Evelyne Maisonneuve
- Loic Maisonneuve

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

- MALOKAFRA
- Camille Maupas-Oudinot et Baptiste Camerini
- Maxipolis
- MIPP
- NOUVELLE BOUTURE
- Odelia Capital
- Corinne Peronne
- Jean-Baptiste Plagne
- Roland Quancard
- R S C
- Jean-Yves Raimon
- Tristan Ravaud
- Yoann Richard
- Gérard Russo et Martine Russo
- SAFA
- SAS Financière E2M
- SAS SAMEVLO
- SC AGR
- SC Chapoulart et Compagnie
- SC de la Laurentie
- SCEA châteaux Boyd Cantenac et Pouget
- Romain Schwager
- SCI Perla
- SCI Ropasev Invest
- SCI WIPOYO
- Pierre-Yves Sempère
- Sistèle
- Quitterie Tauzia-Massart
- Alice Teulières

représentés par la société Epsicap Reim, elle-même représentée par son Président, Monsieur András BOROS.

Signé par :
Andras BOROS
1FDC0F0313624D7...

Epsicap Reim
Monsieur Andras BOROS
Président

Signé par :
Andras BOROS
1FDC0F0313624D7...

Epsicap Reim
« Bon pour acceptation des fonctions de Société de Gestion »

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

ANNEXE : PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION – PUBLICITE - POUVOIRS ET FRAIS

1. Personnalité morale

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

2. Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

En attendant l'immatriculation de la Société, les soussignés autorisent la Société de Gestion à réaliser les actes et les engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

3. Pouvoirs

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes notamment en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés seront faites à la diligence et sous la responsabilité de la Société de Gestion avec faculté de se substituer à tout mandataire de son choix.

4. Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont supportés par la Société.

Fait à Bordeaux
Le 2 octobre 2025

Les Associés fondateurs

- AGC
- ANJOUPAD
- Emmanuel Assaban et Marina Khasina
- Benjamin Samier Conseil SASU
- Philippe Bianchi
- Pierre-Yves Bourgeois et Caroline Bourgeois
- Clemapi
- Jacques Decoeur et Evelyne Decoeur
- Michel Delaroche
- Sylvain Drouaire
- Elan conseil et développement
- Frédéric Elbar
- EMP
- ENOLISA
- Exento
- Famille Lucas
- Fiduciaire H. Martrenchard
- FLQ Immo
- Fuvola
- FV USU SELECT 2025

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

- Gadret Emmanuel Audit
- Cyril Guerin
- Léonard Hery
- Elena Hristova Marinova
- IN-VIGO PARTICIPATIONS
- Stéphane Jammet
- JBG IMMOBILIER
- JCM HOLDING
- JEYBE
- JLB Family
- KINVESTMENT
- Tristan Le Scouezec
- Eric Leblanc
- M2L2J
- Evelyne Maisonneuve
- Loic Maisonneuve
- MALOKAFRA
- Camille Maupas-Oudinot et Baptiste Camerini
- Maxipolis
- MIPP
- NOUVELLE BOUTURE
- Odelia Capital
- Corinne Peronne
- Jean-Baptiste Plagne
- Roland Quancard
- R S C
- Jean-Yves Raimon
- Tristan Ravaud
- Yoann Richard
- Gérard Russo et Martine Russo
- SAFA
- SAS Financière E2M
- SAS SAMEVLO
- SC AGR
- SC Chapoulart et Compagnie
- SC de la Laurentie
- SCEA châteaux Boyd Cantenac et Pouget
- Romain Schwager
- SCI Perla
- SCI Ropasev Invest
- SCI WIPOYO
- Pierre-Yves Sempère
- Sistèle
- Quitterie Tauzia-Massart
- Alice Teulières

Docusign Envelope ID: A390DB41-3766-44E2-B298-71F7EED4BC49

représentés par la société Epsicap Reim, elle-même représentée par son Président, Monsieur András BOROS.

Signé par :
Andras BOROS
1FDC0F0313624D7...

_____

Epsicap Reim
Monsieur Andras BOROS
Président